



**PRÉFET  
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71  
1 rue Georges Feydeau  
71100 Chalon-sur-saône

Chalon-sur-saône, le 27/08/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/06/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**PLASTIC RECYCLING**

ZA DU MONAY  
71210 Saint-Eusèbe

Références : CP/CS/2025/C\_127  
Code AIOT : 0005401228

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/06/2025 dans l'établissement PLASTIC RECYCLING implanté 2 ALLEE RENE MONNERET ZONE D'ACTIVITES DE MONAY 71210 Saint-Eusèbe. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de l'action nationale "Prévention des pertes de granulés plastiques industriels (GPI)".

L'action consiste à vérifier la bonne mise en place de nouvelles mesures auprès des établissements concernés, c'est-à-dire les sites industriels où sont fabriqués, manutentionnés, stockés, utilisés ou transformés des granulés de plastiques industriels et au sein desquels la quantité totale de granulés de plastiques industriels susceptible d'être présente est supérieure à 5 tonnes par an.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PLASTIC RECYCLING
- 2 ALLEE RENE MONNERET ZONE D'ACTIVITES DE MONAY 71210 Saint-Eusèbe
- Code AIOT : 0005401228
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement PLASTIC RECYCLING est spécialisé dans la production de plastique recyclé à partir de matières plastiques déchiquetées ou broyées.

Les entrants sont broyés, formulés puis extrudés, homogénéisés ; il en ressort des granulés de Polypropylène et de Polyéthylène proposés sous plusieurs formes, qui peuvent être livrés en big bag, octabin ou camion citerne.

#### Thèmes de l'inspection :

- AN25 Prévention pertes GPI

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Audits des procédures par un organisme accrédité	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-364	Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Typologie des sites industriels	Code de l'environnement du 10/02/2020, article L. 541-15-11	Sans objet
2	Equipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-361	Sans objet
3	Procédures de prévention de dispersion de granulés de plastiques	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-362	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater que l'exploitant a mis en place les mesures prévues pour la prévention des pertes de granulés plastiques industriels (GPI), notamment:

- la mise en place d'une démarche dédiée,

- la mise en place de paniers/tamis récupérateurs de GPI dans les regards d'eau pluviale,
- la réalisation d'audits internes.

Il a cependant été constaté que des actions correctives identifiées lors des audits internes n'avaient pas été mises en œuvre.

Il est relevé une non-conformité concernant l'absence de publication de la synthèse de l'audit des procédures par un organisme certifié.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Typologie des sites industriels

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 10/02/2020, article L. 541-15-11
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>A compter du 1er janvier 2022, les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements et de procédures permettant de prévenir les pertes et les fuites de granulés dans l'environnement. A compter du 1er janvier 2022, les sites mentionnés font l'objet d'inspections régulières, par des organismes certifiés indépendants, afin de s'assurer de la mise en œuvre des obligations mentionnées <b>au même I</b> et de la bonne gestion des granulés sur l'ensemble de la chaîne de valeur, notamment s'agissant de la production, du transport et de l'approvisionnement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le site est autorisé à extruder 80 tonnes/jour de matière plastique pour la production de granulés de polyéthylène ou polypropylène (rubrique 2661-1 de la nomenclature des installations classées).</p> <p>La matière plastique utilisée provient :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• de déchets plastiques vrac ou pré-déchetés reçus et broyés sur site,</li> <li>• des produits semi-finis pour du travail à façon.</li> </ul> <p>Les matières plastiques extrudées sont également des granulés plastiques.</p> <p>Le site produit environ 1200 tonnes par mois de granulés plastiques industriels. La taille des granulés produits varie de 4 à 6 mm.</p> <p>L'établissement est soumis aux dispositions de l'article L541-15-11 du code de l'environnement.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Equipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-361
--

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)

**Prescription contrôlée :**

Les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements prévenant leur rejet canalisé dans l'environnement. Les zones de ces sites où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être répandus accidentellement sont associées à des dispositifs de confinement et de récupération prévenant leur dissémination dans l'environnement. Les équipements et dispositifs mentionnés aux précédents alinéas sont adaptés aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites. Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions s'appliquent, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023, aux sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels dont l'exploitation a démarré avant le 1<sup>er</sup> janvier 2021.

**Constats :**

Afin de prévenir les rejets canalisés de granulés plastiques, l'établissement dispose des équipements suivants :

- des balais, souffleurs et poubelles dans les ateliers,
- une balayeuse pour les voiries et aires de stockage,
- une poche métallique mobile pour entreposer temporairement un big-bag percé,
- des grilles et paniers à tamis métalliques mis en place dans les avaloires d'eaux pluviales du site (21 emplacements).

La maille des grilles et tamis est de 2 mm. Ces équipements doivent également permettre la récupération des broyats de plastiques en plus des granulés produits.

Lors de la visite, il a été constaté que la grille mise en place à la sortie du caniveau du bas de quai n'était pas plaquée sur l'orifice de sortie et pouvait laisser passer des GPI. Ce système est perfectible.

Photos

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant améliorera la capacité de récupération des GPI du dispositif mis en place à la sortie du caniveau situé en bas du quai.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 :** Procédures de prévention de dispersion de granulés de plastiques

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-362

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)

### **Prescription contrôlée :**

Tout exploitant d'un site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels adopte des procédures prévenant la dispersion de granulés de plastiques industriels dans l'environnement. Ces procédures visent à :

- a) Identifier les zones où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être rejetés ou répandus accidentellement dans l'environnement ;
- b) Vérifier périodiquement que les emballages utilisés pour le stockage et le transport des granulés de plastiques industriels sont conçus et manipulés de sorte à minimiser le risque de dissémination de ces granulés dans l'environnement ;
- c) Confiner et ramasser tout granulé de plastique industriel répandu accidentellement dans l'enceinte du site ;
- d) Procéder régulièrement au nettoyage des bassins de rétention situés en amont des équipements mentionnés au premier alinéa de l'article D. 541-361 et des abords du site placés sous le contrôle de l'exploitant ;
- e) Inventorier et s'assurer régulièrement du bon état de fonctionnement des équipements et dispositifs mentionnés à l'article D. 541-361 ;
- f) Former et sensibiliser, notamment par voie d'affichage, le personnel et les tiers intervenant sur le site ;
- g) Réaliser des contrôles internes semestriels de ces procédures. Les procédures mentionnées aux précédents alinéas sont adaptées aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites.

Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2022.

### **Constats :**

Depuis 2023 l'exploitant a adopté une démarche dite "Cleansweep" dont l'objectif est "0 perte de granulés".

a) Les zones où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être rejetés ou répandus accidentellement dans l'environnement sont identifiées.

b) L'exploitant conditionne les granulés produits dans des big-bags neufs à usage unique. Il s'assure de l'état de l'emballage et de l'absence de clous sur la palette accueillant le big-bag pour son remplissage.

La présence de big-bags troués a cependant été constatée sur les aires de stockage. L'exploitant a indiqué que les fourches des chariots élévateurs pouvaient en être la cause. L'inspection note également l'usure de certains big-bags de produits non conformes entreposés depuis longtemps.

c) La démarche "Cleansweep" prévoit :

- le nettoyage régulier des secteurs identifiés et la récupération des GPI répandus accidentellement. Elle hiérarchise les modalités de récupération/nettoyage en privilégiant d'abord l'aspiration puis le balayage et ensuite le soufflage.
- une prise en charge immédiate, par l'opérateur, des déversements causés par ses équipements (nettoyage, colmatage de la fuite...). Par ailleurs, chaque opérateur est tenu de nettoyer sa zone de travail en fin de poste.

La présence de balais, souffleuses, poubelles a été constatée dans les ateliers (contrôle

statistique). L'exploitant a indiqué que les souffleuses étaient privilégiées pour le ramassage des granulés épandus autour des machines (rassemblement puis balayage). La pratique constatée lors de l'inspection s'écarte des préconisations de la démarche "Cleansweep" (non recours à l'aspiration pour le nettoyage courant).

La présence de GPI au sol a été constatée dans les ateliers à proximité des zones de manipulation mais sans accumulation notable.

d) Il est prévu un nettoyage hebdomadaire (début de semaine) des ateliers et des extérieurs. L'exploitant est équipé d'une balayeuse de voirie électrique pour les extérieurs.

Lors de visite, il a été constaté que des GPI s'accumulaient au niveau des structures métalliques sur lesquelles reposent les silos extérieurs de produits finis. Des big-bags fuyards laissaient échapper des GPI qui n'étaient pas ramassés. Ces zones ne sont pas accessibles à la balayeuse.

e) L'exploitant a présenté un plan du site sur lequel sont localisés les paniers de récupération des GPI. Un nettoyage des paniers est prévue 2 fois par mois. Leur état est vérifié à cette occasion.

L'inspection constate que la grille située au bout du caniveau du bas de quai ne figurait pas sur le plan.

f) Il a été constaté que les consignes "Cleansweep" étaient affichées dans les ateliers (contrôle statistique)

L'exploitant a indiqué qu'il tenait une causerie mensuelle "Cleansweep" avec le personnel. Il a précisé que des causeries réactives pouvaient être organisées en cas d'écart.

g) L'exploitant réalise des audits internes et croisés "Cleansweep" tous les semestres à minima.

L'inspection note que des constats identiques sont faits d'un audit à l'autre, notamment :

- fuites non traitées immédiatement,
- manque de matériel de nettoyage à différents endroits,
- big-bags renversés ou percés.

Un plan d'action est établi et tenu à jour à chaque audit.

L'inspection note que les actions identifiées ne sont pas toutes réalisées, notamment l'acquisition de matériel de nettoyage supplémentaire, la mise en place de supports pour ce matériel, l'amélioration du ramassage des produits épandus.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de confirmer à l'inspection la bonne mise en œuvre des actions correctives identifiées lors des audits internes.

Type de suites proposées : Sans suite

**N° 4 : Audits des procédures par un organisme accrédité**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-364

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)

**Prescription contrôlée :**

Pour l'application du II de l'article L. 541-15-11, on entend par " inspections régulières ", les audits des procédures mentionnées à l'article D. 541-362. Ces audits sont mis en œuvre conformément aux dispositions du présent article, dans un délai d'un an à compter de leur mise en œuvre, puis au moins tous les trois ans, sous la responsabilité de l'exploitant de chaque site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels, par un organisme certificateur qu'il choisit parmi ceux mentionnés à l'alinéa suivant. Les organismes certificateurs habilités à réaliser les audits mentionnés au présent article sont indépendants de l'exploitant du site et accrédités à cet effet par le Comité français d'accréditation (COFRAC), ou par tout autre organisme d'accréditation signataire de l'accord de reconnaissance multilatéral établi dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation (" European Cooperation for Accreditation ", ou " EA "), selon les dispositions de la norme ISO/ IEC 17021 " Évaluation de la conformité-Exigences pour les organismes procédant à l'audit et à la certification des systèmes de management " ou selon les dispositions de toute autre norme ou spécification technique présentant des garanties équivalentes. Ces audits peuvent être réalisés dans le cadre des audits de certification des systèmes de management de la qualité effectués par des organismes certificateurs accrédités conformément aux dispositions du précédent alinéa. Les organismes certificateurs accèdent à toute information ou document nécessaire à leur mission. L'exploitant met à disposition du public sur son site internet une synthèse de chaque rapport d'audit, en retirant les informations relevant d'un secret protégé par la loi. Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2022. .

**Constats :**

L'exploitant a indiqué avoir réalisé une inspection par un organisme certifié indépendant mais il ne disposait pas du rapport ni du certificat.

Il n'a pas su préciser si une synthèse du rapport avaient été mise en ligne.

Une recherche a été faite lors de l'inspection, sans succès.

Il est constaté une non-conformité.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**



L'exploitant mettra à disposition du public sur son site internet une synthèse du rapport d'audit réalisé, en retirant les informations relevant d'un secret protégé par la loi.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois